

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1632

[2012/202999]

24 MAI 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières (CRAEC)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, notamment l'article 2, § 1^{er}, 19^o;

Vu le règlement d'ordre intérieur de la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières (CRAEC), adopté en date du 30 juin 2011;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve le règlement d'ordre intérieur de la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières (CRAEC), dont copie est annexée au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mai 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe

Règlement d'ordre intérieur de la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières (CRAEC)

Article 1^{er}. Missions

La CRAEC a pour missions :

- d'informer le Gouvernement wallon de tous les aspects afférents à l'exploitation et à l'extraction des carrières;
- de donner un avis sur les projets de travaux d'infrastructures en regard de l'exploitation rationnelle de matières minérales;
- de faire des propositions sur la révision éventuelle des plans de secteur;
- de donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Gouvernement wallon.

Art. 2. Composition

La CRAEC est composée pour un tiers de fonctionnaires du Service public de Wallonie, pour un tiers de représentants des exploitants de carrières et pour un tiers de représentants des associations de défense de l'environnement, des intérêts des agriculteurs et de l'Union des Villes et Communes belges.

Art. 3. Bureau de la CRAEC

Le Bureau de la CRAEC est composé du président, du vice-président et de quatre représentants des composantes de la Commission (deux fonctionnaires, un représentant des exploitants de carrières, un représentant des associations).

Le Bureau de la CRAEC organise les travaux de la Commission et veille à son bon fonctionnement et à l'exécution des décisions prises. Il peut décider la création de groupes de travail et définir leurs missions. Il assure la préparation des contacts ministériels, la direction du budget alloué annuellement par la Région wallonne, et la conduite du secrétariat. Le Bureau approuve chaque année le rapport d'activité à l'unanimité.

En cas d'urgence, le Bureau de la CRAEC peut recevoir de la Commission la délégation de certaines missions.

Art. 4. Groupe de travail

La CRAEC peut constituer des groupes de travail spécialisés en vue de l'étude préparatoire de certaines questions particulières.

Les groupes de travail font choix, en leur sein, d'un président.

Le rapport des groupes de travail est communiqué au Bureau de la CRAEC qui le soumettra à l'avis des membres de la Commission.

Les groupes de travail de la CRAEC sont soumis aux règles fixées par le présent règlement d'ordre intérieur.

Art. 5. Correspondance

Toute correspondance relative à la CRAEC est envoyée à l'adresse du secrétariat, rue du Vertbois, 13c, à 4000 Liège.

Art. 6. Lieu de réunion

Les réunions de la CRAEC se tiennent à Namur, à moins que des circonstances particulières justifient un autre lieu de réunion.

Art. 7. Périodicité

Les réunions de la CRAEC ont lieu sur convocation du président, aussi souvent que l'exige l'accomplissement des missions qui lui sont confiées ou sur demande du Gouvernement.

La CRAEC et le Bureau de la CRAEC se réunissent au moins deux fois par an.

Art. 8. Convocations

La CRAEC se réunit sur convocation électronique de son président ou du vice-président.

Le Bureau de la CRAEC se réunit sur convocation électronique du président, soit à son initiative, soit à la demande de deux membres du Bureau.

Pour toute convocation, le président de la CRAEC peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature au secrétariat.

Les convocations annoncent les points à l'ordre du jour. Elles sont envoyées par courrier électronique au moins huit jours calendrier avant la date de réunion et comportent, en pièces jointes, les documents y afférents.

Si les documents relatifs à la réunion sont trop volumineux, ils sont envoyés, avec la convocation, au moins dix jours calendrier avant la date de réunion par courrier ordinaire.

Les membres suppléants disposent des mêmes documents afférents aux réunions que les membres effectifs. Ces documents sont transmis aux membres suppléants concomitamment à leur transmission aux membres effectifs.

Art. 9. Ordres du jour

L'ordre du jour est fixé par le président de la CRAEC, en concertation avec le secrétariat.

L'organisation des urgences est traitée par le président en tenant compte des missions décrétale, de l'organisation générale des travaux de la CRAEC et du présent règlement d'ordre intérieur. La CRAEC délibère en priorité sur les avis demandés par le Gouvernement.

Toute proposition écrite et signée de quatre membres effectifs au moins, parvenue au secrétariat au moins quinze jours avant une réunion, doit être inscrite à l'ordre du jour de celle-ci.

L'ordre du jour des réunions comporte au moins l'approbation du procès-verbal de la réunion précédente, ainsi qu'un point « divers », dans lequel de brèves communications peuvent être faites sans que la demande n'ait été formulée de la façon précisée ci-dessus.

Art. 10. Quorum

La CRAEC est présidée par le président et, en cas d'absence, par le vice-président ou, à défaut, par le doyen d'âge des membres effectifs présents.

Un membre suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif qu'il remplace.

La CRAEC ne délibère valablement qu'en présence d'au moins la moitié de ses membres. L'absence de quorum n'arrête pas les travaux de la Commission mais empêche toute délibération.

En l'absence de quorum, une nouvelle réunion est convoquée, sous un bref délai, afin de délibérer sur le même ordre du jour. Lors d'une reconvocation, la CRAEC statue valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 11. Invitations

Les réunions de la CRAEC ne sont pas publiques.

Certaines personnes peuvent toutefois être invitées par le président, le Bureau de la CRAEC ou le président du groupe de travail à participer aux séances de la CRAEC.

Afin d'éclairer les travaux de la CRAEC, et dans le cadre des budgets disponibles, toute personne ayant des compétences particulières peut être conviée à y participer. Elles participent uniquement à la présentation du point de l'ordre du jour pour lequel elles ont été invitées et aux discussions qui en découlent et ne prennent pas part aux votes.

Sur invitation du Bureau de la CRAEC, les gestionnaires des dossiers émanant des administrations concernées par les problèmes traités par la CRAEC peuvent assister aux réunions. Ceux-ci ne prennent pas part au vote.

De même, le Bureau de la CRAEC peut inviter les membres du Gouvernement wallon, ou leurs délégués, à assister aux réunions de la CRAEC, sans participer au vote.

Des observateurs désignés par le Gouvernement dans leurs attributions peuvent également participer aux travaux de la CRAEC sans participer aux votes.

Vu leurs compétences spécifiques, les membres suppléants peuvent être invités à participer aux réunions en présence de leur effectif, mandat exercé à titre gratuit et avec voix consultative uniquement.

Art. 12. Vote

Chaque membre effectif dispose d'une voix. En cas d'absence d'un membre effectif, son suppléant peut le remplacer et dispose dès lors de sa voix.

Les votes sont nominatifs sauf si les deux tiers des membres souhaitent le vote secret.

Le vote par procuration n'est pas admis. Toutefois, les opinions des membres absents, si elles ont été préalablement transmises par écrit au secrétariat, sont portées à la connaissance des autres membres avant le vote.

Les décisions de la CRAEC sont prises à la majorité simple des membres ayant droit de vote. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsque quatre membres au moins ne partagent pas l'avis émis par la majorité, le président complète cet avis par une mention relatant l'opinion divergente.

Art. 13. Procès-verbaux

Toute réunion fait l'objet d'un procès-verbal qui est rédigé par le secrétariat.

Le procès-verbal des conclusions des débats tenus au cours de chaque réunion fait mention des avis de minorité. Un membre peut demander qu'une ou plusieurs de ses interventions soient actée(s).

Les projets de procès-verbaux des réunions sont soumis à l'approbation de la CRAEC lors de la réunion suivante.

Les procès-verbaux approuvés sont mis à la disposition de tous les membres de la CRAEC et au Ministre de tutelle.

Art. 14. Avis de la CRAEC

La CRAEC rend ses avis dans un délai de trente-cinq jours après la réception d'une demande du Gouvernement, sauf autre délai fixé. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

La CRAEC peut également rendre des avis d'initiative sur tout sujet afférent à l'exploitation et à l'extraction de carrières.

Les avis de la CRAEC spécifiquement sollicités par un des membres du Gouvernement sont adressés au Ministre en ayant fait la demande. Les avis d'initiative émis par la CRAEC sont adressés à l'ensemble du Gouvernement, ainsi qu'au Ministre de tutelle pour information.

Art. 15. Rapport annuel d'activité

Le rapport annuel d'activité peut être obtenu auprès du secrétariat sur demande. Il est également consultable sur le site internet du Conseil économique et social de la Région wallonne (CESRW).

Art. 16. Membre réputé démissionnaire - Absentéisme

Un membre est réputé démissionnaire, sur décision du Bureau de la CRAEC et conformément aux dispositions du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, si une des situations suivantes est rencontrée :

- le membre est absent de manière non justifiée à plus de 3 réunions consécutives auxquelles il a été régulièrement convoqué;

- le membre est absent sans raison médicale à plus de la moitié des réunions tenues au cours des douze derniers mois auxquelles il a été régulièrement convoqué.

Art. 17. Objectivité

Aucune pièce relative aux travaux de la CRAEC (convocation, procès-verbal, document de travail...) ne peut être divulguée avant approbation du président, du Bureau ou de la CRAEC. Un devoir de réserve s'impose à chaque membre, effectif ou suppléant, et à chaque participant à une réunion.

Les membres de la CRAEC ne se laissent pas guider par des préférences politiques personnelles ou par des motifs inhérents à la race, l'origine, les convictions ou l'orientation sexuelle des personnes intéressées dans un dossier.

Les membres ne se laissent influencer ni n'acceptent des tentatives d'influences dans les dossiers. Si nécessaire, ils en informeront le Bureau de la CRAEC.

Art. 18. Secrétariat

Le secrétariat est chargé de la correspondance, de la préparation des réunions et des convocations, du suivi des décisions, de la rédaction des procès-verbaux des réunions et des avis rendus, de la conservation des archives et assure la gestion du budget en collaboration avec les services compétents du Service public de la Région wallonne.

En collaboration avec les services concernés du Service public de la Région wallonne, le secrétariat assure également l'instruction des dossiers.

Le secrétariat assiste à l'ensemble des réunions.

Le secrétariat est soumis aux règles fixées par le présent règlement.

Art. 19. Délégation

En cas d'empêchement du président, le vice-président assure les fonctions de ce premier.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2012 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières (CRAEC).

Namur, le 24 mai 2012.

Le Ministre-Président

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1632

[2012/202999]

24. MAI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung des begutachtenden Regionalausschusses für den Steinbruchbetrieb (Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières - CRAEC)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, insbesondere des Artikels 2, § 1, 19°;

Aufgrund der am 30. Juni 2011 angenommenen Geschäftsordnung des begutachtenden Regionalausschusses für den Steinbruchbetrieb (CRAEC);

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt die Geschäftsordnung des begutachtenden Regionalausschusses für den Steinbruchbetrieb (CRAEC), von der eine Abschrift vorliegendem Erlass beigelegt wird.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 3 - Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt

Namur, den 24. Mai 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage

Geschäftsordnung des begutachtenden Regionalausschusses für den Steinbruchbetrieb (Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières - CRAEC)

Artikel 1 - Aufgaben

Die Aufgaben des CRAEC sind die Folgenden:

- die Wallonische Regierung über alle Aspekte in Zusammenhang mit dem Betrieb von und der Gewinnung aus Steinbrüchen zu informieren;

- ein Gutachten abzugeben über Projekte von Infrastrukturarbeiten unter Berücksichtigung der rationellen Bewirtschaftung von Mineralstoffen;

- Vorschläge zu machen über die eventuelle Revision von Sektorenplänen;

- Gutachten abzugeben über alle Fragen, die ihm von der Wallonischen Regierung unterbreitet werden.

Art. 2 - Zusammensetzung

Der CRAEC besteht zu einem Drittel aus Beamten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, zu einem Drittel aus Vertretern der Steinbruchbetreiber und zu einem Drittel aus Vertretern von Vereinigungen für den Umweltschutz, für die Verteidigung der Interessen der Landwirte und der Vereinigung der Städte und Gemeinden Belgiens.

Art. 3 - Vorstand des CRAEC

Der Vorstand des CRAEC setzt sich aus dem Vorsitzenden, dem stellvertretenden Vorsitzenden und vier Vertretern der Komponenten des Ausschusses (zwei Beamten, einem Vertreter der Steinbruchbetreiber, einem Vertreter der Vereinigungen) zusammen.

Der Vorstand des CRAEC organisiert die Arbeiten des Ausschusses, sorgt für dessen reibungslose Funktion und für die Umsetzung der gefassten Beschlüsse. Er kann die Bildung von Arbeitsgruppen beschließen und ihre Aufgaben bestimmen. Er gewährleistet die Vorbereitung der ministeriellen Kontakte, die Führung der jährlich von der Wallonischen Region zur Verfügung gestellten Haushaltsmittel, und die Führung des Sekretariats. Der Vorstand genehmigt jedes Jahr einstimmig den Tätigkeitsbericht.

In Notfällen kann der Ausschuss dem Vorstand des CRAEC die Vollmacht für die Durchführung bestimmter Aufgaben erteilen.

Art. 4 - Arbeitsgruppen

Für die vorbereitende Untersuchung besonderer Angelegenheiten kann der CRAEC spezialisierte Arbeitsgruppen bilden.

Die Arbeitsgruppen wählen unter ihren Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Der Bericht der Arbeitsgruppen wird dem Vorstand des CRAEC übermittelt, der ihn dem Gutachten der Mitglieder des Ausschusses unterbreitet.

Die Arbeitsgruppen des CRAEC unterliegen den in vorliegender Geschäftsordnung bestimmten Regeln.

Art. 5 - Briefwechsel

Jeder Briefwechsel in Zusammenhang mit dem CRAEC wird an die Anschrift des Sekretariats, rue du Vertbois 13c, 4000 Liège, gerichtet.

Art. 6 - Tagungsort

Die Tagungen des CRAEC finden in Namur statt, es sei denn, besondere Umstände rechtfertigen einen anderen Tagungsort.

Art. 7 - Häufigkeit

Die Tagungen des CRAEC finden auf Einberufung seines Vorsitzenden statt, so oft wie die Erfüllung der ihm anvertrauten Aufgaben es erfordert, oder auf Antrag der Regierung.

Der CRAEC und der Vorstand des CRAEC treten mindestens zweimal im Jahr zusammen.

Art. 8 - Einberufungen

Der CRAEC versammelt sich auf elektronische Einberufung seines Vorsitzenden oder stellvertretenden Vorsitzenden.

Der Vorstand des CRAEC versammelt sich auf elektronische Einberufung des Vorsitzenden, entweder auf seine eigene Initiative oder auf Antrag von zwei Mitgliedern des Vorstands.

Für alle Einberufungen kann der Vorsitzende unter seiner Verantwortung seine Zeichnungsbefugnis an das Sekretariat übertragen.

In den Einberufungen werden die Punkte auf der Tagesordnung angegeben. Die Einberufungen werden wenigstens acht Kalendertage vor dem Datum der Tagung per elektronische Post gesandt, und enthalten alle einschlägigen Dokumente in der Anlage.

Wenn die Dokumente betreffend die Tagung zu groß sind, werden sie zusammen mit der Einberufung wenigstens zehn Kalendertage vor dem Datum der Tagung per gewöhnliche Post geschickt.

Die Ersatzmitglieder verfügen über dieselben Dokumente bezüglich der Tagungen wie die Vollmitglieder. Diese Dokumente werden den Vollmitgliedern und den Ersatzmitgliedern gleichzeitig übermittelt.

Art. 9 - Tagesordnung

Die Tagesordnung wird vom Vorsitzenden des CRAEC in Absprache mit dem Sekretariat festgelegt.

Notfälle werden vom Vorsitzenden organisiert, unter Berücksichtigung der dekretalen Aufgaben, der allgemeinen Organisation der Arbeiten des CRAEC und der vorliegenden Geschäftsordnung. Die Beratungen des CRAEC betreffen vorrangig die von der Regierung beantragten Gutachten.

Jeder Vorschlag, der von mindestens vier Vollmitgliedern verfasst und unterschrieben wurde, und mindestens fünfzehn Tage vor einer Tagung im Sekretariat eingegangen ist, muss in die Tagesordnung dieser Tagung eingetragen werden.

Die Tagesordnung der Sitzungen umfasst mindestens die Zustimmung zum Protokoll der vorigen Sitzung sowie einen Punkt "Verschiedenes", in dem kurze Mitteilungen gemacht werden können, ohne dass der Antrag dazu wie oben angegeben eingereicht wurde.

Art. 10 - Quorum

Der Vorsitz der Tagung des CRAEC wird vom Vorsitzenden, oder, wenn dieser abwesend ist, vom stellvertretenden Vorsitzenden, oder aber vom Ältesten der anwesenden Vollmitglieder geführt.

Ein Ersatzmitglied kann nur dann tagen, wenn das Vollmitglied, das es ersetzt, abwesend ist.

Die Beschlüsse des CRAEC sind nur dann gültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend sind. Der Mangel an Beschlussfähigkeit unterbricht nicht die Arbeiten des Ausschusses, verhindert jedoch jegliche Beschlussfassung.

Wenn die zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl nicht erreicht ist, wird kurzfristig eine neue Tagung einberufen, um über dieselbe Tagesordnung zu beraten. Bei einer Wiedereinberufung sind die Beschlüsse des CRAEC gültig, was die Anzahl der anwesenden Mitglieder dann auch sein mag.

Art. 11 - Einladungen

Die Versammlungen des CRAEC sind nicht öffentlich.

Bestimmte Personen können jedoch von dem Vorsitzenden, dem Vorstand des CRAEC oder dem Vorsitzenden der Arbeitsgruppe eingeladen werden, um an den Tagungen des CRAEC teilzunehmen.

Um die Arbeiten des CRAEC aufzuklären, kann jede Person mit besonderen Fachkenntnissen im Rahmen der verfügbaren Haushaltssmittel zu Letzteren eingeladen werden. Diese Personen nehmen nur an der Vorstellung des Punktes der Tagesordnung, für den sie eingeladen wurden, und an den sich daraus ergebenden Diskussionen teil; sie dürfen nicht an der Abstimmung teilnehmen.

Auf Einladung des Vorstands des CRAEC können die Sachbearbeiter der Verwaltungen, die von den durch den CRAEC bearbeiteten Problemen betroffen sind, an den Tagungen teilnehmen. Diese nehmen nicht an der Abstimmung teil.

Ebenso kann der Vorstand des CRAEC die Mitglieder der Wallonischen Regierung oder ihre Vertreter einladen, um den Tagungen des CRAEC beizuwohnen, ohne an der Abstimmung teilzunehmen.

Auch von der Regierung bestimmte Beobachter können in ihrem Zuständigkeitsbereich an den Arbeiten des CRAEC teilnehmen, ohne an der Abstimmung teilzunehmen.

Ersatzmitglieder können aufgrund ihrer spezifischen Kompetenzen in Anwesenheit ihres Vollmitglieds an den Tagungen teilnehmen; dieses Mandat wird unentgeltlich und ausschließlich mit beratender Stimme ausgeübt.

Art. 12 - Abstimmung

Jedes Vollmitglied verfügt über eine Stimme. Falls ein Vollmitglied abwesend ist, kann sein Ersatzmitglied es ersetzen, wobei es über seine Stimme verfügt.

Bei den Abstimmungen handelt es sich um namentliche Abstimmungen, außer wenn zwei Drittel der Mitglieder eine geheime Abstimmung verlangen.

Die Stimmabgabe mittels Vollmacht ist nicht gestattet. Die Meinungen der abwesenden Mitglieder, wenn sie vorher dem Sekretariat schriftlich mitgeteilt worden sind, werden jedoch vor der Abstimmung den sonstigen Mitgliedern zur Kenntnis gebracht.

Die Beschlüsse des CRAEC werden mit der einfachen Mehrheit der stimmberechtigten Mitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Wenn mindestens vier Mitglieder die von der Mehrheit ausgedrückte Stellungnahme nicht teilen, vervollständigt der Vorsitzende dieses Gutachten mit einem Vermerk, in dem die unterschiedliche Auffassung angegeben wird.

Art. 13 - Protokolle

Jede Tagung ist Gegenstand eines vom Sekretariat verfassten Protokolls.

Das Protokoll über den Abschluss der Beratungen, die während jeder Tagung stattgefunden haben, führt die Meinungen der Minderheit an. Ein Mitglied darf beantragen, dass eine oder mehrere seiner Interventionen im Protokoll eingetragen wird/werden.

Die Entwürfe der Tagungsprotokolle unterliegen der Genehmigung des CRAEC bei der nächsten Tagung.

Die genehmigten Protokolle werden allen Mitgliedern des CRAEC sowie dem Aufsichtsminister zur Verfügung gestellt.

Art. 14 - Gutachten des CRAEC

Der CRAEC gibt seine Gutachten binnen fünfunddreißig Tagen nach Eingang eines Antrags der Regierung ab, es sei denn, es wurde eine andere Frist bestimmt. Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

Der CRAEC kann ebenfalls aus eigener Initiative Gutachten über Angelegenheiten in Zusammenhang mit dem Betrieb von und der Gewinnung aus Steinbrüchen abgeben.

Die Gutachten des CRAEC, die von einem Mitglied der Regierung spezifisch beantragt werden, werden an den Minister gerichtet, der diesen Antrag gestellt hat. Die Gutachten, die der CRAEC aus eigener Initiative verfasst, werden an die gesamte Regierung, sowie an den Aufsichtsminister zur Information gerichtet.

Art. 15 - Jährlicher Tätigkeitsbericht

Der jährliche Tätigkeitsbericht kann bei dem Sekretariat angefragt werden. Er kann ebenfalls auf der Homepage des Wirtschafts- und Sozialrates der wallonischen Region (CESRW) eingesehen werden.

Art. 16 - Als rücktretend geltendes Mitglied - Abwesenheiten

Auf Beschluss des Vorstands des CRAEC und in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion gilt ein Mitglied als rücktretend in folgenden Fällen :

- das Mitglied ist auf ungerechtfertigte Weise mehr als 3 aufeinanderfolgenden Tagungen, zu denen es vorschriftsmäßig geladen worden ist, ferngeblieben;

- das Mitglied ist ohne ärztliche Begründung mehr als der Hälfte der während der letzten zwölf Monate stattgefundenen Tagungen, zu denen es vorschriftsmäßig geladen worden ist, ferngeblieben.

Art. 17 - Objektivität

Keine Unterlage in Zusammenhang mit den Arbeiten des CRAEC (Einberufung, Protokoll, Arbeitsdokument...) darf verbreitet werden, bevor sie von dem Vorsitzenden, dem Vorstand oder dem CRAEC genehmigt wurde. Jedes Voll- oder Ersatzmitglied und jeder Teilnehmer an einer Tagung hat die Diskretionspflicht einzuhalten.

Die Mitglieder des CRAEC lassen sich nicht von persönlichen politischen Ansichten oder Gründen beeinflussen, die mit der Rasse, der Herkunft, der Weltanschauung oder der sexuellen Ausrichtung der Interessehabenden in einer Akte zu tun haben.

In den Akten lassen die Mitglieder sich nicht beeinflussen und sie akzeptieren keinerlei Versuche einer ungebührlichen Beeinflussung. Wenn nötig informieren sie den Vorstand des CRAEC.

Art. 18 - Sekretariat

Das Sekretariat wird mit der Führung des Briefwechsels, der Vorbereitung der Tagungen und der Einberufungen, der Weiterbehandlung der Beschlüsse; der Abfassung der Protokolle der Tagungen und Gutachten, der Aufbewahrung des Archivs, und der Haushaltsführung in Zusammenarbeit mit den zuständigen Dienststellen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie beauftragt.

Das Sekretariat gewährleistet ebenfalls die Untersuchung der Akten in Zusammenarbeit mit den zuständigen Dienststellen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Das Sekretariat wohnt allen Tagungen bei.

Das Sekretariat unterliegt den in vorliegender Geschäftsordnung bestimmten Regeln.

Art. 19 - Vollmacht

Falls der Vorsitzende verhindert ist, wird dessen Amt vom stellvertretenden Vorsitzenden übernommen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2012 zur Genehmigung der Geschäftsordnung des begutachtenden Regionalausschusses für den Steinbruchbetrieb (Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières - CRAEC) als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING**WAALSE OVERHEIDSSTEN**

N. 2012 — 1632

[2012/202999]

24 MEI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de « Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières (CRAEC) » (Gewestelijke adviescommissie voor de exploitatie van groeven)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 4 juli 2002 op de groeven en houdende wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvvergunning;

Gelet op het decreet van 6 november 2008 tot rationalisering van de adviesfunctie, inzonderheid op artikel 2, § 1, 19°;

Gelet op het huishoudelijk reglement van de "Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières (CRAEC)", aangenomen op 30 juni 2011;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Besluit :

Artikel 1. Het huishoudelijk reglement van de « Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières (CRAEC) », waarvan een afschrift bij dit besluit gaat, is goedgekeurd door de Regering.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 mei 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

Bijlage**Huishoudelijk reglement van de « Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières (CRAEC) »**

Artikel 1. Opdrachten

De « CRAEC » wordt belast met de volgende opdrachten :

- de Waalse Regering inlichten over alle aspecten betreffende de exploitatie en de delving van groeven;
- advies geven over de ontwerpen van infrastructuurwerken m.b.t. de rationele exploitatie van minerale stoffen;
- voorstellen doen i.v.m. de eventuele herziening van de gewestplannen;
- advies geven over alle vraagstukken die haar door de Waalse Regering overgelegd worden.

Art. 2. Samenstelling

De « CRAEC » bestaat voor een derde uit ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst, voor een derde uit vertegenwoordigers van de groevenexploitanten en voor een derde uit vertegenwoordigers van de milieubeschermingsverenigingen, van de belangen van de landbouwers en van de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten.

Art. 3. Bureau van de « CRAEC »

Het Bureau van de « CRAEC » is samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitter en vier vertegenwoordigers van de componenten van de Commissie (twee ambtenaren, één vertegenwoordiger van de groevenexploitanten, één vertegenwoordiger van de verenigingen).

Het Bureau van de « CRAEC » organiseert de werkzaamheden van de Commissie en ziet toe op de goede werking ervan en op de uitvoering van de genomen beslissingen. Het kan beslissen om werkgroepen op te richten en hun opdrachten te bepalen. Het staat in voor de voorbereiding van ministeriële contacten, voor de directie van het jaarlijks door het Waalse Gewest toegewezen budget en voor de leiding van het secretariaat. Het activiteitsverslag wordt jaarlijks eenstemmig goedgekeurd door het Bureau.

In geval van dringende noodzakelijkheid kan de Commissie bepaalde opdrachten aan het Bureau van de « CRAEC » delegeren.

Art. 4. Werkgroep

De « CRAEC » kan gespecialiseerde werkgroepen oprichten met het oog op het voorbereidende onderzoek van bepaalde bijzondere vraagstukken.

De werkgroepen kiezen een voorzitter binnen hun midden.

Het verslag van de werkgroepen wordt overgemaakt aan het Bureau van de « CRAEC », die het voor advies aan de leden van de Commissie zal overleggen.

De werkgroepen van de « CRAEC » worden onderworpen aan de regels die in dit huishoudelijk reglement vastliggen.

Art. 5. Briefwisseling

Elke briefwisseling betreffende de « CRAEC » wordt gericht aan het secretariaat, rue du Vertbois 13c, 4000 Liège.

Art. 6. Vergaderplaats

De vergaderingen van de « CRAEC » vinden plaats in Namen, tenzij bijzondere omstandigheden een andere vergaderplaats rechtvaardigen.

Art. 7. Periodiciteit

De vergaderingen van de « CRAEC » worden gehouden na oproeping door de voorzitter, zo vaak als vereist voor de vervulling van de opdrachten die haar toegezwezen worden of op verzoek van de Regering.

De « CRAEC » en het Bureau van de « CRAEC » vergaderen minstens twee keer per jaar.

Art. 8. Oproepingen

De « CRAEC » vergadert na elektronische oproeping door haar voorzitter of ondervoorzitter.

Het bureau van de « CRAEC » vergadert na elektronische oproeping door de voorzitter, hetzij op zijn initiatief, hetzij op verzoek van twee leden van het Bureau.

Voor elke oproeping kan de voorzitter van de « CRAEC », onder zijn verantwoordelijkheid, zijn handtekening aan het secretariaat opdragen.

De oproepingen vermelden de agendapunten. Ze worden minstens acht kalenderdagen vóór de datum van de vergadering elektronisch verstuurd en gaan vergezeld van de desbetreffende stukken.

Als de stukken betreffende de vergadering te omvangrijk zijn, worden ze, samen met de oproeping, minstens tien kalenderdagen vóór de datum van de vergadering per gewone post verstuurd.

De plaatsvervangende leden beschikken over dezelfde stukken betreffende de vergaderingen als de gewone leden. Die stukken worden gelijktijdig aan de gewone en aan de plaatsvervangende leden toegestuurd.

Art. 9. Agenda

De agenda wordt in overleg met het secretariaat door de voorzitter van de « CRAEC » vastgelegd.

De organisatie van de dringende gevallen wordt door de voorzitter waargenomen met inachtneming van de decretale opdrachten, de algemene organisatie van de werkzaamheden van de « CRAEC » en van dit huishoudelijk reglement. De « CRAEC » beraadslaagt bij voorrang over de adviezen die door de Regering gevraagd worden.

Elk geschreven en getekend voorstel van minimum vier gewone leden dat minstens vijftien dagen vóór een vergadering ingediend wordt, moet op de agenda van die vergadering opgenomen worden.

De agenda van de vergaderingen bevat minstens de goedkeuring van de notulen van de vorige vergadering, alsook een punt « varia », waaronder korte mededelingen gedaan kunnen worden zonder dat de aanvraag op de hierboven bepaalde wijze geformuleerd wordt.

Art. 10. Quorum

De « CRAEC » wordt voorgezeten door de voorzitter en, in geval van afwezigheid, door de ondervoorzitter of, bij ontstentenis, door het oudste van de aanwezige gewone leden.

Een plaatsvervangend lid kan slechts zitting hebben indien het gewone lid dat het vervangt afwezig is.

De « CRAEC » beraadslaagt slechts op geldige wijze als minstens de helft van haar leden aanwezig zijn. Het gebrek aan quorum stopt de werkzaamheden van de Commissie niet maar belet wel elke beraadslaging.

Bij gebrek aan quorum wordt binnen een korte termijn een nieuwe vergadering samengeroepen om over dezelfde agenda te beraadslagen. In geval van nieuwe oproeping beslist de « CRAEC » op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 11. Uitnodigingen

De vergaderingen van de « CRAEC » zijn niet openbaar.

Sommige personen kunnen evenwel door de voorzitter, het Bureau van de « CRAEC » of de voorzitter van de werkgroep uitgenodigd worden om de zittingen van de « CRAEC » bij te wonen.

Elke persoon met bijzondere bevoegdheden kan, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, uitgenodigd worden om aan de werkzaamheden van de « CRAEC » deel te nemen ten einde ze voor te lichten. Ze nemen enkel deel aan de voorstelling van het agendapunt waarvoor ze uitgenodigd werden en aan de besprekingen die eruit voortvloeien en zijn niet stemgerechtigd.

Op uitnodiging van het Bureau van de « CRAEC » mogen de beheerders van de dossiers die uitgaan van de besturen die betrokken zijn bij de door de « CRAEC » behandelde problemen de vergaderingen bijwonen. Ze zijn niet stemgerechtigd.

Het Bureau van de « CRAEC » kan ook de leden van de Waalse Regering of hun afgevaardigden op de vergaderingen van de « CRAEC » uitnodigen, waarbij ze niet stemgerechtigd zijn.

Waarnemers die door de Regering in hun bevoegdheden aangewezen worden kunnen ook zonder stemrecht aan de werkzaamheden deelnemen.

Gelet op hun specifieke bevoegdheden kunnen de plaatsvervangende leden uitgenodigd worden om in aanwezigheid van de gewone leden aan de vergaderingen deel te nemen. Dat mandaat wordt kosteloos en enkele met raadgevende stem uitgeoefend.

Art. 12. Stemming

Elk gewoon lid beschikt over één stem. Als een gewoon lid afwezig is, kan hij vervangen worden door zijn plaatsvervanger, die dan over zijn stem beschikt.

De stemmingen zijn nominatief, tenzij twee derde van de leden de geheime stemming wensen.

Stemming bij volmacht is niet toegelaten. De standpunten van de afwezige leden worden evenwel vóór de stemming ter kennis gebracht van de andere leden als ze eerst schriftelijk overgemaakt worden aan het secretariaat.

De beslissingen van de « CRAEC » worden genomen bij gewone meerderheid van de stemgerechtigde leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Als minstens vier leden het door de meerderheid uitgebrachte advies niet delen, vult de voorzitter dat advies aan met een melding die het afwijkende standpunt weergeeft.

Art. 13. Notulen

Elke vergadering is het voorwerp van notulen die door het secretariaat opgemaakt worden.

De minderheidsadviezen worden vermeld in de notulen van de conclusies van de besprekingen die tijdens elke vergadering plaatsvinden. Een lid mag erom verzoeken dat één of meer van zijn tussenkomsten in de notulen opgenomen worden.

De ontwerpen van notulen van de vergaderingen worden tijdens de volgende vergadering ter goedkeuring aan de « CRAEC » overgelegd.

De goedgekeurde notulen worden ter inzage gelegd van alle leden van de « CRAEC » en van de voogdijminister.

Art. 14. Advies van de « CRAEC »

De « CRAEC » brengt advies uit binnen een termijn van vijfendertig dagen na ontvangst van een aanvraag van de Regering, tenzij een andere termijn vastgelegd wordt. Na afloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De « CRAEC » kan ook op eigen initiatief advies uitbrengen over elk onderwerp betreffende de exploitatie en de delving van groeven.

De adviezen van de « CRAEC » die specifiek door één van de leden van de Regering gevraagd worden, worden gericht aan de Minister die daarom verzocht heeft. De door de « CRAEC » uitgebrachte initiatiefadviezen worden gericht aan de gezamenlijke Regering, alsook, ter informatie, aan de voogdijminister.

Art. 15. Jaarlijks activiteitsverslag

Het jaarlijkse activiteitsverslag kan op verzoek bij het secretariaat verkregen worden. Het ligt ter inzage op de internetsite van de « Conseil économique et social de la Région wallonne (CESRW) » (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest).

Art. 16. Lid dat geacht wordt aftredend te zijn - Absenteïsme

Na beslissing van het Bureau van de « CRAEC » en overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 6 november 2008 tot rationalisering van de adviesfunctie, wordt een lid geacht aftredend te zijn in één van de volgende gevallen :

- het lid is op niet gerechtvaardigde wijze afwezig op meer dan 3 opeenvolgende vergaderingen waarvoor hij regelmatig is opgeroepen;

- het lid is zonder medische reden afwezig op meer dan de helft van de tijdens de twaalf laatste maanden gehouden vergaderingen waarvoor hij regelmatig is opgeroepen.

Art. 17. Objectiviteit

Geen enkel stuk betreffende de werkzaamheden van de « CRAEC » (oproeping, notulen, werkdocument...) mag onthuld worden zonder goedkeuring van de voorzitter, het Bureau of de « CRAEC ». Aan elk gewoon of plaatsvervarend lid en aan elke deelnemer aan een vergadering wordt een voorbehoudsplicht opgelegd.

De leden van de « CRAEC » laten zich niet leiden door persoonlijke politieke voorkeuren of door motieven inherent aan het ras, de herkomst, de overtuigingen of de seksuele geaardheid van de personen die bij een dossier betrokken zijn.

De leden laten zich niet beïnvloeden en dulden geen beïnvloedingspogingen in de dossiers. In voorkomend geval brengen ze het Bureau van de « CRAEC » daarvan op de hoogte.

Art. 18. Secretariaat

Het secretariaat wordt belast met de briefwisseling, de voorbereiding van de vergaderingen en de oproepingen, de opvolging van de beslissingen, het opstellen van de notulen van de vergaderingen en de uitgebrachte adviezen, de bewaring van de archiefstukken en beheert de begroting in samenwerking met de bevoegde diensten van de Waalse Overheidsdienst.

In samenwerking met de betrokken diensten van de Waalse Overheidsdienst, zorgt het secretariaat ook voor de behandeling van de dossiers.

Het secretariaat woont alle vergaderingen bij.

Het secretariaat wordt onderworpen aan de regels die in dit reglement vastliggen.

Art. 19. Delegatie

Als de voorzitter verhinderd is, worden zijn functies door de ondervoorzitter waargenomen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2012 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de « Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières (CRAEC) ».

Namen, 24 mei 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY